

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Sécurité

La présente vise à informer TOUS les soumissionnaires intéressés que, pour obtenir un contrat contenant une exigence relative à la sécurité, ils DOIVENT détenir une attestation de sécurité valide délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au niveau précisé dans le présent document d'invitation. TPSGC parrainera le soumissionnaire si celui-ci ne détient pas actuellement une attestation de sécurité valide ou si le niveau de son attestation doit être réajusté. Veuillez transmettre votre demande écrite à Hélène Ruby par télécopieur au 819-956-3600, ou par courriel à helene.ruby@tpsgc-pwgsc.gc.ca, incluant les renseignements ci-dessous.

Dénomination sociale de l'entreprise

Adresse postale

Prénom et nom de famille de la personne-ressource

Numéro de téléphone de la personne-ressource

Titre de la personne-ressource

Numéro de télécopieur

Adresse électronique de la personne-ressource

Numéro d'entreprise - approvisionnement

Langue de correspondance préférée

Niveau de sécurité requis

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la sécurité à TPSGC, veuillez consulter le site Web suivant : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca> ou téléphoner au 1-866-368-4646 (sans frais).

TABLE DES MATIÈRES

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
 - Section I - Soumission technique
 - Section II - Soumission financière
 - Section III - Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Processus d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Renseignements sur les employés aux fins de sécurité

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Énoncés des travaux
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité
- 7.4 Durée du contrat
- 7.5 Responsables
- 7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (*s'il y a lieu*)
- 7.7 Paiement
- 7.8 Instructions relatives à la facturation - services d'entretien
- 7.9 Attestations
- 7.10 Lois applicables
- 7.11 Ordre de priorité des documents
- 7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- 7.13 Assurances - exigences particulières
- 7.14 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs
- 7.15 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
- 7.16 Réunion avant le début des travaux

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

Liste des annexes

Annexe "A"	Énoncés des travaux – Polygone de Connaught et BFC Uplands
Annexe "B"	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
Annexe "C"	Système d'enregistrement des pesticides
Annexe "D"	Plans du site - Polygone de Connaught et BFC Uplands
Annexe "E"	Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des annexes comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: décrit les exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent les Énoncés des travaux, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, le Système d'enregistrement des pesticides, les plans du site et une Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire.

1.2 Sommaire

- (i) Fournir la main-d'œuvre, le matériel, l'équipement, la supervision et le transport nécessaires à la prestation des services de lutte antiparasitaire (y compris la fumigation, la prise au piège, le traitement, etc.). Les services doivent être assurés conformément aux énoncés des travaux ci-joints à l'annexe "A".
- (ii) Ce besoin est pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) situé au Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire, 31 Shirley's Bay et de la Base des Forces canadiennes (BDFC) Uplands, Ottawa, Ontario.
- (iii) Échéanciers
L'entrepreneur doit exécuter les interventions antiparasitaires requises dans les délais suivants :
 - Travaux urgents : 30 minutes pour donner suite à un appel de service, 1 heure pour arriver sur le site. Les travaux urgents incluent tout enlèvement de nids de guêpes ou d'abeilles et la remise en liberté d'animaux piégés.
 - Travaux courants : 1 jour ouvrable.
- (iv) La période du contrat résultant sera d'un (1) an. Le Canada se réserve le droit de prolonger de quatre (4) périodes optionnelles irrévocables de douze (12) mois.
- (v) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- (vi) les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.
- (vii) Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.
- (viii) Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des [Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de l'article 5 - Présentation des soumissions, du document 2003 susmentionné est modifié comme suit:

Supprimer: soixante (60) jours

Insérer: *cent-vingt (120)* jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada . Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension ? **OUI ()** **NON ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés: 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ()** **Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra le **1^{er} avril 2015 à 09h00**. La visite se déroulera dans l'ordre suivant:

1. Centre communautaire Édifice 471, 330 Croil, BDFC Uplands, Ottawa, Ontario et ensuite;
2. Bureau TPSGC, Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire, Ottawa, Ontario.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le **31 mars 2015 à 09h00** pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier);
Section II : Soumission financière (1 copie papier); et
Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique - voir Partie 4, paragraphe 4.1.1

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le barème de prix décrit ci-dessous. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

L'exigence suivante DOIT être strictement respectée, à défaut de quoi la proposition du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Les soumissionnaires **DOIVENT** soumettre des prix/tarifs fermes en dollars canadien pour les cinq ans du contrat pour tous les articles énumérés ci-après.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

Barème de prix 1: Prestation des services de lutte antiparasitaire

Proposer des prix fermes tout compris incluant la main-d'œuvre, la supervision, le matériel, l'équipement, le transport, les frais généraux, les profits et tous les coûts connexes aux services de lutte antiparasitaire (y compris, la fumigation, la prise au piège, le traitement, etc.) conformément à l'annexe A.

1.1 PREMIÈRE ANNÉE – 01 Mai 2015 au 31 Décembre 2015

A. PRIX FERME – TRAVAUX TOUT COMPRIS

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	27 pièges x 8 mois = 216 unités	_____ \$
	Vérification des points d'appât autour des tentes d'officiers du MDN	Par piège	_____ \$ x	25 pièges x 4 mois = 100 unités	_____ \$
	Installer / Entretien / Entreposer des points d'appât autour des tentes cadets du MDN	Par piège	_____ \$ x	32 pièges x 1 mois = 32 unités	_____ \$
	Traitement Prélude 4 Snider Salle de mess	Par traitement	_____ \$ x	4 traitements =	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 8 mois = 32 unités	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	9 pièges x 8 mois = 72 unités	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	6 pièges x 8 mois = 48 unités	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 8 mois = 32 unités	_____ \$
BDFC UPLANDS	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	\$ _____ x	32 pièges x 8 mois = 256 unités	_____ \$
1.1A PRIX FERME – ANNÉE 1 – Sous-total:					_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

1.2 ANNÉE D'OPTION UN (1) – 01 Avril 2016 au 31 Décembre 2016

A. PRIX FERME – TRAVAUX TOUT COMPRIS

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	27 pièges x 9 mois = 243 unités	_____ \$
	Vérification des points d'appât autour des tentes d'officiers du MDN	Par piège	_____ \$ x	25 pièges x 5 mois = 125 unités	_____ \$
	Installer / Entretien / Entreposer des points d'appât autour des tentes cadets du MDN	Par piège	_____ \$ x	32 pièges x 2 mois = 64 unités	_____ \$
	Traitement Prélude 4 Snider Salle de mess	Par traitement	_____ \$ x	4 traitements =	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	9 pièges x 9 mois = 81 unités	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	6 pièges x 9 mois = 54 unités	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
BDFC UPLANDS	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	\$ _____ x	32 pièges x 9 mois = 288 unités	_____ \$
1.2A PRIX FERME – ANNÉE D'OPTION 1 – Sous-total:					_____ \$

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

1.3 ANNÉE D'OPTION DEUX (2) – 01 Avril 2017 au 31 Décembre 2017

A. PRIX FERME – TRAVAUX TOUT COMPRIS

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	27 pièges x 9 mois = 243 unités	_____ \$
	Vérification des points d'appât autour des tentes d'officiers du MDN	Par piège	_____ \$ x	25 pièges x 5 mois = 125 unités	_____ \$
	Installer / Entretien / Entreposer des points d'appât autour des tentes cadets du MDN	Par piège	_____ \$ x	32 pièges x 2 mois = 64 unités	_____ \$
	Traitement Prélude 4 Snider Salle de mess	Par traitement	_____ \$ x	4 traitements =	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	9 pièges x 9 mois = 81 unités	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	6 pièges x 9 mois = 54 unités	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
BDFC UPLANDS	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	\$ _____ x	32 pièges x 9 mois = 288 unités	_____ \$
1.3A PRIX FERME – ANNÉE D'OPTION 2 – Sous-total:					_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

1.4 ANNÉE D'OPTION TROIS (3) – 01 Avril 2018 au 31 Décembre 2018

A. PRIX FERME – TRAVAUX TOUT COMPRIS

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	27 pièges x 9 mois = 243 unités	_____ \$
	Vérification des points d'appât autour des tentes d'officiers du MDN	Par piège	_____ \$ x	25 pièges x 5 mois = 125 unités	_____ \$
	Installer / Entretien / Entreposer des points d'appât autour des tentes cadets du MDN	Par piège	_____ \$ x	32 pièges x 2 mois = 64 unités	_____ \$
	Traitement Prélude 4 Snider Salle de mess	Par traitement	_____ \$ x	4 traitements =	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	9 pièges x 9 mois = 81 unités	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	6 pièges x 9 mois = 54 unités	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
BDFC UPLANDS	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	\$ _____ x	32 pièges x 9 mois = 288 unités	_____ \$
1.4A PRIX FERME – ANNÉE D'OPTION 3 – Sous-total:					_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

1.5 ANNÉE D'OPTION QUATRE (4) – 01 Avril 2019 au 31 Décembre 2019

A. PRIX FERME – TRAVAUX TOUT COMPRIS

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	27 pièges x 9 mois = 243 unités	_____ \$
	Vérification des points d'appât autour des tentes d'officiers du MDN	Par piège	_____ \$ x	25 pièges x 5 mois = 125 unités	_____ \$
	Installer / Entretien / Entreposer des points d'appât autour des tentes cadets du MDN	Par piège	_____ \$ x	32 pièges x 2 mois = 64 unités	_____ \$
	Traitement Prélude 4 Snider Salle de mess	Par traitement	_____ \$ x	4 traitements =	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	9 pièges x 9 mois = 81 unités	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	6 pièges x 9 mois = 54 unités	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	_____ \$ x	4 pièges x 9 mois = 36 unités	_____ \$
BDFC UPLANDS	Vérification des points d'appât autour des bâtiments	Par piège	\$ _____ x	32 pièges x 9 mois = 288 unités	_____ \$
1.5A PRIX FERME – ANNÉE D'OPTION 4 – Sous-total:					_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

Barème de prix 2: Travaux «selon la demande »

Proposer des prix fermes tout compris incluant la main-d'œuvre, la supervision, le matériel, l'équipement, le transport, les frais généraux, les profits et tous les coûts connexes aux services de lutte antiparasitaire (y compris, la fumigation, la prise au piège, le traitement, etc.) conformément à l'annexe A.

2.1 PREMIÈRE ANNÉE – 01 Mai 2015 au 31 Décembre 2015

B. TRAVAUX “SELON LA DEMANDE”, tel qu'autorisés par le responsable technique.

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	100	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	100	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	25	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

Formation du jugement par simulation de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
BDFC UPLANDS	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	15	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	25	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	10	_____ \$
	Traitement Prélude	Par traitement	_____ \$ x	3	_____ \$
	Fourniture et installation de pièges à marmottes	Par piège	_____ \$ x	1	_____ \$
	Fourniture et installation des points d'appât	Par point d'appât	_____ \$ x	1	_____ \$
2.1B "SELON LA DEMANDE" – ANNÉE 1 – Sous-total:					_____ \$

Le nombre d'unités estimatif par année est utilisé à des fins d'évaluation seulement.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

2.2 ANNÉE D'OPTION UN (1) – 01 Avril 2016 au 31 Décembre 2016

B. TRAVAUX “SELON LA DEMANDE”, tel qu’autorisés par le responsable technique.

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	100	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	100	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	25	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en	_____ \$ x	5	_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

		liberté			
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
BDFC UPLANDS	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	30	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	60	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	30	_____ \$
	Traitement Prélude	Par traitement	_____ \$ x	3	_____ \$
	Fourniture et installation de pièges à marmottes	Par piège	_____ \$ x	1	_____ \$
	Fourniture et installation des points d'appât	Par point d'appât	_____ \$ x	1	_____ \$
2.2B "SELON LA DEMANDE" – ANNÉE D'OPTION 1 – Sous-total:					_____ \$

Le nombre d'unités estimatif par année est utilisé à des fins d'évaluation seulement.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

2.3 ANNÉE D'OPTION DEUX (2) – 01 Avril 2017 au 31 Décembre 2017

B.TRAVAUX “SELON LA DEMANDE”, tel qu’autorisés par le responsable technique.

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	100	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	100	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	25	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en	_____ \$ x	5	_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

		liberté			
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
BDFC UPLANDS	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	30	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	60	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	30	_____ \$
	Traitement Prélude	Par traitement	_____ \$ x	3	_____ \$
	Fourniture et installation de pièges à marmottes	Par piège	_____ \$ x	1	_____ \$
	Fourniture et installation des points d'appât	Par point d'appât	_____ \$ x	1	_____ \$
2.3B "SELON LA DEMANDE" – ANNÉE D'OPTION 2 – Sous-total:					_____ \$

Le nombre d'unités estimatif par année est utilisé à des fins d'évaluation seulement.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

2.4 ANNÉE D'OPTION TROIS (3) – 01 Avril 2018 au 31 Décembre 2018

B.TRAVAUX “SELON LA DEMANDE”, tel qu’autorisés par le responsable technique.

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	100	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	100	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	25	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en	_____ \$ x	5	_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

		liberté			
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
BDFC UPLANDS	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	30	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	60	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	30	_____ \$
	Traitement Prélude	Par traitement	_____ \$ x	3	_____ \$
	Fourniture et installation de pièges à marmottes	Par piège	_____ \$ x	1	_____ \$
	Fourniture et installation des points d'appât	Par point d'appât	_____ \$ x	1	_____ \$
2.4B "SELON LA DEMANDE" – ANNÉE D'OPTION 3 – Sous-total:					_____ \$

Le nombre d'unités estimatif par année est utilisé à des fins d'évaluation seulement.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

2.5 ANNÉE D'OPTION QUATRE (4) – 01 Avril 2019 au 31 Décembre 2019

B.TRAVAUX “SELON LA DEMANDE”, tel qu’autorisés par le responsable technique.

EMPLACEMENT	SERVICE	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	NOMBRE D'UNITÉS	PRIX TOTAL
Polygone de Connaught et centre d'entraînement élémentaire Base MDN	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	100	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	100	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	25	_____ \$
Bâtiment de combat rapproché de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Salle de tir intérieur de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Centre national de formation tactique de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	5	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
Formation du jugement par simulation de la GRC	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	5	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en	_____ \$ x	5	_____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

		liberté			
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	5	_____ \$
BDFC UPLANDS	Fumigation des marmottes	Par terrier	_____ \$ x	30	_____ \$
	Piège/remise en liberté des animaux	Par remise en liberté	_____ \$ x	60	_____ \$
	Traitement des nids de guêpes/d'abeilles/frelons/guêpes jaunes	Par traitement	_____ \$ x	30	_____ \$
	Traitement Prélude	Par traitement	_____ \$ x	3	_____ \$
	Fourniture et installation de pièges à marmottes	Par piège	_____ \$ x	1	_____ \$
	Fourniture et installation des points d'appât	Par point d'appât	_____ \$ x	1	_____ \$
2.5B "SELON LA DEMANDE" – ANNÉE D'OPTION 4 – Sous-total:					_____ \$

Le nombre d'unités estimatif par année est utilisé à des fins d'évaluation seulement.

PRIX TOTAL ÉVALUÉ DE LA PROPOSITION

Base d'établissement des prix, **Barème de prix 1:**

1.1 A	Sous-total :	_____ \$+
1.2 A	Sous-total	_____ \$+
1.3 A	Sous-total	_____ \$+
1.4 A	Sous-total	_____ \$+
1.5 A	Sous-total	_____ \$+

Total Barème de prix 1: _____ \$=

Barème de prix 2:

2.1 B	Sous-total :	_____ \$+
2.2 B	Sous-total	_____ \$+
2.3 B	Sous-total	_____ \$+
2.4 B	Sous-total	_____ \$+
2.5 B	Sous-total	_____ \$+

Total Barème de prix 2: _____ \$=

Total Barème de prix 1 + Total Barème de prix 2 = _____ \$

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

EN CAS D'ERREUR DANS LE CALCUL DES PRIX, LE PRIX UNITAIRE SERA PRÉPONDÉRANT. LE CANADA POURRA CONCLURE UN MARCHÉ SANS NÉGOCIATION.

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Processus d'évaluation

Les soumissionnaires seront évalués par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

4.1.1 Évaluation technique

Présentation de documents à l'appui

Des documents à l'appui, comme ceux décrits aux paragraphes **4.1.1.1 à 4.1.1.3** devraient être inclus dans la soumission à la date de clôture de la demande de soumissions. Cependant, si ces éléments de preuve ne sont pas fournis avec la soumission au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai pour se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de respecter l'exigence dans le délai prévu rendra la soumission irrecevable.

Les preuves fournies par les soumissionnaires pourront être vérifiées. TPSGC se réserve le droit de vérifier si l'information fournie est complète et exacte et si les clients cités en référence sont satisfaits des services fournis.

4.1.1.1 Permis obligatoire de l'entreprise

L'entrepreneur **doit** être autorisé à exercer ses activités dans la province d'Ontario. **Le soumissionnaire devra fournir une copie de son permis valide d'opérateur de lutte antiparasitaire pour la province d'Ontario.**

4.1.1.2 Licence de technicien

Afin de réaliser les travaux, les techniciens de l'entrepreneur doivent être en possession d'une licence de destructeur lutte antiparasitaire dans une structure valide pour la province d'Ontario pour entreprendre les travaux requis dans le cadre du travail. L'entrepreneur devra soumettre la documentation suivante.

- Une copie d'une licence de destructeur lutte antiparasitaire dans une structure valide pour la province d'Ontario, pour chacun des techniciens de l'entrepreneur impliqués dans l'exécution des travaux de cette exigence.

Titre	Nom des employés
Technicien # 1	
Technicien # 2	

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

4.1.1.3 Expérience et rendement antérieurs obligatoires de l'entrepreneur

Le soumissionnaire doit fournir des preuves de son expérience et de son rendement antérieur en mentionnant un (1) projet/contrat similaire complété de façon satisfaisante ou en cours lors des trois (3) dernières années. Le soumissionnaire doit remplir le formulaire qui suit afin de prouver qu'il possède l'expérience requise.

- Expérience récente : expérience acquise de janvier 2012 à la date de clôture de la demande de soumissions.
- Services similaires : **la prestation des services de lutte antiparasitaire (y compris la fumigation, la prise au piège, le traitement, etc.)** comparables en envergure, en portée et en complexité **des tâches requises énumérées à l'annexe A, Énoncé des travaux, à la Section 2.0 Exigences particulières – Programme de lutte antiparasitaire.**

Les preuves fournies par le soumissionnaire seront vérifiées par le Canada. Si le soumissionnaire ne fournit pas les preuves requises, ou si ces preuves ne peuvent pas être vérifiées, sa soumission sera rejetée. Si le soumissionnaire fournit plus de références que ce qui est demandé ci-dessus, la seule référence exigée sera examinée.

Nom de l'organisme ou de l'entreprise	Référence de projet/contrat n° 1 _____
Nom et titre de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans l'offre	Nom : _____ Titre : _____
Téléphone et courriel de la personne-ressource	N° de téléphone : _____ Courriel : _____
Période de rendement du projet ou du contrat (indiquer le jour, le mois et l'année)	De : _____ (jour / mois / année) À : _____ (jour / mois / année)
Description du projet ou du contrat	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#). Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Statut et disponibilité du personnel

5.2.1.1 Clause du Guide des CCUA A3005T (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web de la [Direction de la sécurité industrielle canadienne \(DSIC\), Programme de sécurité industrielle](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Renseignements sur les employés aux fins de sécurité

Le soumissionnaire devrait préciser les renseignements suivants sur tous les employés proposés à la Partie 4, Section 4.1.1 pour assurer les services dans le cadre de tout contrat qui sera attribué:

NOM LÉGAL (Noms et prénoms)	Date de naissance jour/mois/an	Niveau d'attestation de sécurité
Technicien # 1		
Technicien # 2		

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux énoncés des travaux qui se trouvent à l'annexe « A ».

7.1.1 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - (a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - (b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

Noms des individus qualifiés

L'entrepreneur doit fournir les noms des techniciens attitrés aux travaux de ce contrat. Les personnes fournis ci-dessous doivent être les mêmes que celles citées aux parties 4 et 6 de la proposition.

Personnel qualifié	Prénom et nom
Technicien # 1	
Technicien # 2	

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2014-09-25), Conditions générales - services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478**

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe B;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est du _____ au _____ inclusivement.

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions.

L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 60 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Hélène Ruby
Agente d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'attribution des marchés immobiliers
Place du Portage, Phase III, pièce 3C2
11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Telephone: 819-956-3193

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

Facsimile: 819-956-3600

E-mail address: helene.ruby@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique (POUR POLYGONE DE CONNAUGHT)

“LE RESPONSABLE TECHNIQUE SERA NOMMÉ À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.”

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.2.1 Responsable technique (POUR BDFC UPLANDS)

“LE RESPONSABLE TECHNIQUE SERA NOMMÉ À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.”

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le responsable à contacter pour les demandes de renseignements à caractère général et le suivi.

Nom : _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de cellulaire : _____
Numéro de télécopieur : _____
Courriel : _____

7.6 Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (À SUPPRIMER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT S'IL N'EST PAS APPLICABLE)

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de Paiement - Prix Fermes et "Selon Les Besoins"

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes, conformément aux Conditions générales 2035 16 (2014-09-25) "Période de paiement" et aux tables suivantes. Les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

- a) Les taux fermes seront payés en conformité avec le **barème de prix 1, 1.1A, 1.2A, 1.3A, 1.4A, 1.5A, «Prix ferme pour travaux tout compris »** ci-dessous facturés chaque mois.
- b) Travaux "Selon les besoins"

Tous les coûts engagés pour des travaux supplémentaires seront payés conformément au **barème de prix 1, 1.1B, 1.2B, 1.3B, 1.4B, 1.5B, «travaux selon les besoins»**, et à l'énoncé des travaux, Annexe A, «selon les besoins», après achèvement, inspection et acceptation des travaux exécutés.

L'obligation totale du Canada en vertu de la partie du contrat qui s'applique « selon les besoins » ne doit pas dépasser **(à déterminer)**. Les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- (b) si à quelque moment l'entrepreneur prévoit que ce montant ne suffira pas, l'entrepreneur doit en informer promptement l'autorité contractante.

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement l'obligation du Canada à son égard.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(À l'attribution du contrat - insérer ici le(s) tableaux pertinents des prix)

7.7.2 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.8 Instructions relatives à la facturation - Services entretien

1. L'entrepreneur doit soumettre les factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales accompagnées du rapport d'entretien mensuel décrit dans « l'énoncé des travaux » du contrat.

Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés dans la facture soient complétés et que tous les rapports sur les demandes de services d'entretien pour les travaux identifiés dans la facture soient reçus par le responsable technique.

2. L'entrepreneur doit distribuer les factures et rapports comme suit :

- (a) L'original et deux (2) copies de la facture ainsi que du rapport « mensuel » **POUR LE POLYGONE DE CONNAUGHT** doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Services d'entretien et d'assurance opérationnelle
Édifice Chomley, 6e étage
400, rue Cooper
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Au soin de _____ (à préciser après l'attribution du contrat)

- (b) L'original et deux (2) copies de la facture ainsi que du rapport « mensuel » **POUR BDFC UPLANDS** doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Services d'entretien et d'assurance opérationnelle
Édifice Chomley, 6e étage
400, rue Cooper
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Au soin de _____ (à préciser après l'attribution du contrat)

7.9 Attestations

7.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pouvant faire l'objet de vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, ou, à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - 2035 (2014-09-25);
- c) l'Annexe "A", Énoncés des travaux;
- d) l'Annexe "B", Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- e) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*inscrire la date de la soumission*);
- f) l'Annexe "C", Système d'enregistrement des pesticides;
- g) l'Annexe "D", Plans du site

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) (s'il y a lieu) s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.13 Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans l'article suivant **7.13.1 Assurance de responsabilité civile commerciale**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

7.13.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

- n) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

7.13.2 Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Demande de Proposition (DDP)
EP305-151478

- b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

7.13.3 Assurance responsabilité civile automobile

- 1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
- 2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.14 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs

Le contremaître de l'entrepreneur ou le responsable sur les lieux doit être équipé d'un téléphone cellulaire ou d'un téléavertisseur en tout temps. La responsabilité de toutes les dépenses, y compris l'installation, le temps d'antenne, les frais d'activation et le coût des téléphones ou des téléavertisseurs, revient à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit maintenir un service de communication ininterrompu.

7.15 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

7.16 Réunion avant le début des travaux

L'entrepreneur doit participer à cette réunion avant de commencer les travaux; on dressera le procès-verbal de cette réunion. Le représentant technique fixera l'heure et le lieu de cette réunion.

L'entrepreneur doit fournir, au responsable technique, une copie de sa politique en matière de sécurité conformément aux exigences du règlement provincial applicable dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.